La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle

Antoine Mares

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2843>

DOI : 10.4000/ccrh.2843

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 1991

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Antoine Mares, « La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 7 | 1991, mis en ligne le 18 mars 2009, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2843> ; DOI : 10.4000/ccrh.2843

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle

Antoine Mares

- 1 L'image de l'Europe centrale qui s'est formée en France résulte d'un processus tardif et complexe, fruit d'une multitude d'informateurs et d'informations. Les voyageurs – curieux, écrivains, jeunes gens faisant leur tour d'Europe – les militaires, les diplomates, les émigrés et les « spécialistes » – universitaires, journalistes ou publicistes – ont contribué à la construire.
- 2 Cette vision est tardive et suivra l'appétit de savoir éveillé à l'époque des Lumières. Peu à peu, à vrai dire lentement, se mettent en place différentes Europes centrales : celle des littératures, centripètes par leurs préoccupations communes mais parfois aussi centrifuges dans leurs particularismes ; une Europe centrale de la culture et des arts, de plus en plus spécifique ; celle des affaires et des techniques, sensible grâce à l'accélération des transports et aux expositions universelles ; une Europe ouvrière et sociale enfin.
- 3 Nous avons choisi d'explorer ici l'Europe centrale des publicistes et des universitaires : elle sera donc essentiellement politique et saisie dans sa globalité. Une telle étude ne peut être qu'exploratoire, précédant une vaste enquête qui, sur la base de dépouillements précis et exhaustifs, devrait permettre d'établir un tableau détaillé de la connaissance de chacun des éléments nationaux constitutifs de la région.
- 4 En France, la perception de l'Europe centrale a dû franchir plusieurs écrans :
- 5 – la conscience d'un statut de puissance y est doublée du sentiment d'une incontestable supériorité intellectuelle ; le dialogue politique et culturel ne s'établit guère qu'avec des États dont la puissance mérite attention ;
- 6 – la connaissance de la région subit, après ce dernier filtrage structurel inhérent aux mentalités françaises, une seconde déformation qui tient aux médiateurs. Il s'agit longtemps de Polonais (Adam Mickiewicz, Cyprien Robert proche des conceptions d'Adam Czartoryski, Hippolyte Desprez, Julian Klaczko) ou de germanophones ;

- 7 – enfin, les menaces que présentent simultanément ou successivement une Allemagne qui se constitue autour de la Prusse et le panslavisme russe, sont autant de miroirs réfléchissants et déformants.
- 8 C'est dans ce contexte complexe que l'Europe centrale va apparaître au milieu du XIX^e siècle, empêtrée entre un héritage, la soudaine intrusion des nationalités et les jeux géopolitiques. L'héritage médiéval et moderne consiste à prendre en compte les rapports dynastiques à l'exclusion de la dimension nationale. Aussi ne parlera-t-on pas d'Europe centrale, mais de pays de la Maison d'Autriche. L'histoire – c'est presque un truisme – se résume alors aux rapports conflictuels entre les Bourbon et les Habsbourg, puis entre la France révolutionnaire et l'Europe continentale.
- 9 L'émergence dans les consciences de la complexité centre-européenne se déroule, en France, au rythme lent du développement conjoint en Europe centrale des sciences humaines (histoire, linguistique, ethnographie, géographie...) et de la littérature, ainsi que des affirmations, voire des consécration, nationales. Sur le premier point, la connaissance universitaire en est à ses balbutiements, à travers la chaire créée au Collège de France pour Mickiewicz (1840-1845), auquel ont succédé Cyprien Robert (1845-1857), puis Alexandre Chodzko (1857-1883).
- 10 Le monde slave se dégage peu à peu d'une gangue commune. *La Russie en 1839* du marquis de Custine est un jalon essentiel, tout comme la guerre de Crimée. Dès 1830, comme l'a souligné Michel Cadot¹, l'Europe occidentale s'éveille à la Russie et naît le thème d'une Russie neuve et saine face à un Occident recru et vétuste, gangréné et décadent. Thiers dit en 1847 : « La Russie, c'est barbare encore, mais c'est grand et c'est respectable ». Mais elle est aussi ambivalente. Face à « une Europe qui peut être toute République ou toute cosaque » comme l'affirmait Napoléon en 1816, la guerre de Crimée dissipe les craintes nées de la campagne de Russie : le danger russe n'est pas immédiat. Et n'aurait-ce été l'écrasement du soulèvement polonais de 1863, l'alliance franco-russe eût été possible bien avant sa conclusion. La vision de la Russie est déterminante en ce qu'elle commande la perception des Slaves d'Europe centrale, à travers les panslavismes (proprement slave, russe ou révolutionnaire).
- 11 Saint-René Taillandier, parmi les premiers, a perçu et analysé la multiplicité de l'Empire Habsbourgeois dans les années 1840. En 1848, la question des nationalités en Autriche se cristallise : Desprez soutient la thèse austroslaviste, car elle aurait l'avantage de renforcer l'Autriche en la démocratisant et, par conséquent, de maintenir une barrière contre l'expansionnisme russe. Alexandre Thomas voit au contraire dans une fédération possible le moyen d'assurer aux Allemands et aux Hongrois les moyens indispensables de résister aux Slaves, c'est à dire pour lui au panslavisme².
- 12 Le problème était ainsi posé. L'émigration hongroise de 1849, puis la nouvelle vague polonaise de 1863 vont entretenir des sympathies pour les nationalités au sein des milieux libéraux. La politique impériale elle-même en tiendra pour le principe des nationalités ; mais elle fut pratiquée avec inconséquence. Napoléon III, dans le secret, mena un jeu commandé par un étrange mélange de ressentiment, de convictions et d'inachèvement dans les réalisations. Ses attitudes erratiques, on les retrouvera dans la politique française à l'égard de l'Autriche³. La victoire prussienne de Sadowa donna paradoxalement un regain d'intérêt au renforcement de l'Autriche, soutenu de conserve par les Polonais et les Hongrois, à partir du moment où le compromis fut adopté. Au cours de cette période, Saint-René Taillandier a donc joué un rôle très important ; tant pour une

meilleure connaissance des réalités nationales de l'Autriche, puis de l'Autriche-Hongrie, que dans le sens d'un accord tchéco-hongrois⁴.

- 13 Le baron Adolphe d'Avril est allé dans le même sens : « Si l'on ne se hâte pas de placer les questions de l'Europe orientale (il y englobe l'Autriche et la Pologne) sur le terrain de la fédération et sur la base solide des droits historiques, ces questions arriveront à l'état de crise aigüe (...), les souverainetés existantes seront ébranlées par les procédés révolutionnaires de la rue ou d'ailleurs »⁵. En bref, l'autonomie de l'Europe orientale ne serait sauvegardée des attractions russes et prussiennes qu'en répondant aux vœux des populations concernées. On retrouve l'idée chez Daniel Lévy, dans un ouvrage tout à fait symptomatique publié juste après la défaite de 1870 : l'Autriche a désormais un autre visage ; certes, sa faiblesse l'empêche de choisir une alliance avec Paris, mais gagner sa neutralité serait déjà une belle réalisation pour isoler la Prusse. Lévy plaide pour un vaste mouvement de réconciliation interne, sinon « l'Autriche roulera au fond de ce gouffre creusé par les discordes intestines où, il y a un siècle, disparut la noble et infortunée Pologne »⁶.
- 14 En quelques mois donc, de 1870 à 1871, l'Allemagne de l'Idée a laissé la place à celle de la Force. La défaite de Sedan s'accompagne chez les Français d'un sentiment de haine et d'humiliation, d'autocritique aussi. L'anti-germanisme secrète la recherche d'une redéfinition de soi-même qui passe, de toute manière, par des emprunts à l'Allemagne, et par un nouveau regard sur l'autre⁷.
- 15 Après l'ère des précurseurs, celle des voyageurs et des curieux, commence celle des spécialistes. Elisée Reclus et Auguste Himly, tous deux géographes, sont parmi les premiers à cerner plus scientifiquement la notion d'Europe centrale. Himly découpe l'Europe en six zones dont une seule reste floue : « Sauf le terme si vague d'Europe centrale, elle n'a aucune appellation commune qui d'un mot la détermine, et elle s'interpose physiquement et politiquement entre les groupes voisins de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, plutôt comme le produit d'une élimination successive que comme une individualité fortement accentuée. Elle n'en a pas moins son caractère particulier, qui est celui d'une nature moyenne, intermédiaire entre toutes choses (...). Elle est en un mot la région où tout se rencontre, s'égale, se compense ». Cette caractérisation n'est qu'apparemment redondante, car pour Himly, elle fait de cette région « la plus européenne » : elle regroupe l'Autriche, la Prusse, la petite-Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas et la Belgique. Reprenant en 1894 pour une seconde édition ses propos de 1876, il maintient ses conclusions : en raison de leur enchevêtrement, les races des pays habsbourgeois sont condamnées à continuer à vivre côte à côte, car la dislocation « du grand empire de l'Est » ne pourrait s'opérer qu'« au profit du Panslavisme et du Pangermanisme »⁸.
- 16 Le découpage d'Himly se retrouve chez Elisée Reclus. Le tome III de la *Nouvelle géographie universelle* inclut la « Suisse, l'Austro-Hongrie et l'Allemagne », la première devant être « considérée comme le milieu de la véritable Europe ». Pourtant, c'est au Danube que Reclus attribue le mérite de la constitution de l'Autriche-Hongrie, dont il souligne le paradoxe : une majorité slave qui ne se traduit ni dans les institutions, ni dans l'exercice du pouvoir⁹.
- 17 La *Grande Encyclopédie* des années 1880-1890 continue à subdiviser l'Europe en cinq grandes régions : « l'Europe orientale, occupant la moitié de l'Europe et correspondant à peu près à la Russie ; l'Europe centrale entre le Dniestr et le Rhin et l'Europe occidentale à l'Ouest du Rhin », puis l'Europe méridionale avec les péninsules méditerranéennes et

l'Europe septentrionale. Sur le plan agricole, le groupe du centre regroupe, lui, l'Empire allemand, le Danemark, la Suisse, l'Autriche-Hongrie et la Pologne¹⁰. Anatole Leroy-Beaulieu écrit alors dans *La France, la Russie et l'Europe* que la France a intérêt au maintien de la puissance autrichienne qui conditionne la sienne : « Le jour où la monarchie austro-hongroise viendrait à disparaître ou à être réduite aux pays de la couronne de Saint-Etienne, c'en serait fait de la puissance française ». Du coup, Leroy-Beaulieu plaide pour une Autriche dont les intérêts demeureraient centre-européens et ne se tourneraient pas vers le Sud-Est, au risque d'entrer en conflit avec la Russie impériale¹¹. Il réaffirme cette idée en 1903 dans sa préface aux *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient* : « L'Occident et l'Orient ont un intérêt égal à ce que l'Autriche-Hongrie demeure indépendante de fait comme en droit ». En somme, il s'agit de conjurer la menace allemande par l'Empire bicéphale¹². Et en 1904 : « La France, si longtemps rivale de l'Autriche, ne peut guère rester une grande puissance qu'aussi longtemps que règne sur le Danube une grande Autriche ». Leroy-Beaulieu considère comme chimériques les projets d'« échange » de l'Autriche contre l'Alsace-Lorraine que caressent certains¹³.

- 18 La consécration d'une approche nationale de l'Autriche-Hongrie est le fait de Louis Léger dans son *Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines*, éditée en 1879 et constamment reprise jusqu'en 1920¹⁴. Pour la première fois dans un grand ouvrage de synthèse, l'accent était mis sur « les trois grandes races, slave, allemande et magyare » qui se partagent la région. Le propos était de montrer la complexité de l'État austro-hongrois masquée ou dissoute dans la vision dynastique d'une histoire de la Maison d'Autriche. Léger dénonce l'artificialité et l'hétérogénéité du pays et conclut les différentes rééditions de l'ouvrage en soulignant la précarité d'un État dont « l'avenir inspire les plus graves inquiétudes à ceux qui croient l'existence d'un grand État danubien nécessaire à l'équilibre de l'Europe », point de vue que d'ailleurs il ne partageait que faiblement.
- 19 Louis Léger (1843-1923) est une figure centrale de « médiateur » : initiateur de l'étude des langues et civilisations slaves en France, il apprit lui-même successivement le russe et le bulgare, sans parler du slavons. Lors de sa leçon d'ouverture au Collège de France en 1885, il déclarait : « Mon ambition serait de naturaliser définitivement les études slaves dans notre pays »¹⁵. Léger était slaviste et slavophile : ce défricheur fut le premier français à s'affranchir du regard allemand sur l'Europe centrale en passant par un accès direct aux sources slaves. Généraliste au savoir encyclopédique, largement autodidacte, il a ouvert une voie scientifique aux études slaves jusque là cantonnées dans le journalisme et l'approximation. Très tôt, il avait senti la nécessité d'une ouverture vers l'Europe centrale et orientale. Son « pari » prit une dimension prémonitoire après Sedan et toute une génération se dirigea dans cette voie : de jeunes universitaires regardèrent dès lors vers l'Est : Rambaud, Roques, Himly (qui était alsacien), Antoine Meillet, Ernest Denis allèrent à la découverte de réalités jusque là méconnues.
- 20 Des années 1880 à 1914, les publications françaises sont le reflet d'un intense débat sur la vocation de l'Autriche-Hongrie en Europe. Avec René Henry, nous sommes en présence d'une nouvelle génération d'élèves de l'École des Sciences politiques, tout comme André Chéradame ou Louis Jarray qui arrivent derrière un Louis Léger, un Ernest Denis ou un Bertrand Auerbach. Le problème est posé sur des bases relativement solides grâce aux travaux menés sur l'histoire et l'évolution politique de la région, marqués par une double approche :
 - une appréhension globale de la situation de l'Autriche-Hongrie en Europe, en termes de puissance géopolitique,

– un large débat sur les questions nationales, et notamment sur l'affrontement germano-slave.

- 21 Chacun fourbit ses armes. Les slavophiles – dont Louis léger – ne sont pas loin de voir dans l'épanouissement étatique des nations slaves d'Autriche-Hongrie l'instrument de la revanche française. Les slavophobes envisagent avec effroi une Europe centrale dominée par Moscou. Il faut noter que l'Europe centrale se déplace alors vers l'Est : l'attraction des Balkans n'est pas étrangère à ce glissement.
- 22 Le lieutenant-colonel Niox, dans le tome IV de sa *Géographie militaire*¹⁶, présente dans un même volume l'Autriche-Hongrie de la péninsule des Balkans entre lesquelles « il existe une corrélation géographique très étroite, de même qu'il y a de nombreuses affinités entre les races qui habitent ce pays... C'est par l'Autriche-Hongrie que la péninsule du Sud-Est se rattache au monde européen. L'Autriche-Hongrie, par sa situation géographique, autant que par les origines de ses peuples, appartient déjà à l'Europe centrale ». Le Danube ne coule-t-il pas vers l'Est et les côtes de l'Adriatique n'ouvrent-elle pas les portes commerciales du Levant ? Notons avec intérêt qu'aux yeux de l'auteur, les conditions stratégiques et militaires font de l'Autriche un allié docile et effacé de la Prusse. Constat prémonitoire, mais qui, dans ce manuel factographique, n'amène pas de jugement prospectif.
- 23 La place nous manque pour évoquer cette concentration du débat sur l'Etat austro-hongrois auquel se résume l'Europe centrale de l'avant-guerre. Peu à peu les universitaires l'emportent sur les publicistes. La polémique qui suit la publication par André Chéradame en 1902 de *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du xx^e siècle*, illustre cette évolution. Louis Eisenmann reproche à l'auteur son chauvinisme non exempt d'antisémitisme – l'Affaire Dreyfus n'est pas loin – qui l'amène à des erreurs fondamentales d'appréciation. Le débat est vif et s'explique en partie par cette réflexion d'Albert Sorel en 1889 : « Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient ; le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche »¹⁷. Cette question là, Louis Eisenmann en est alors le meilleur spécialiste.
- 24 Louis Eisenmann (1869-1937), né à Haguenau et fils d'optants alsaciens, est une figure essentielle, qui a modelé la compréhension française de l'Europe centrale. Son action et son influence s'étendent sur plus de trente ans, de 1904, date de la publication de sa thèse sur le *Compromis austro-hongrois*, à sa disparition en 1937. Il incarne une nouvelle génération de spécialistes : élève de Gabriel Monod et de Vidal de La Blache, il avait une remarquable connaissance des langues (allemand, hongrois et tchèque) et du milieu qu'il étudiait. La valeur de son œuvre scientifique est illustrée par la réédition de sa thèse en 1968 : elle demeure un ouvrage de référence insurpassé. Mais Louis Eisenmann ne fut pas seulement un savant. Il modela aussi l'opinion et joua un rôle politique. Lavis et Rambaud lui confièrent la rédaction des chapitres sur l'Autriche dans les volumes XI et XII de leur *Histoire générale. La Tchécoslovaquie et la Hongrie contemporaines (1867-1918)*¹⁸ eurent un grand écho. Sur le plan politique, son amitié avec Lucien Herr le situe dans une mouvance démocrate et socialisante au sein d'un groupe où s'illustrèrent Mario Roques, Charles Andler, Albert Thomas¹⁹. Pendant la guerre, Louis Eisenmann est au Deuxième Bureau l'expert de l'Europe centrale, avant de devenir le maître des études universitaires sur la région. L'objet de ce texte n'est pas d'évoquer son influence dans l'entre-deux-guerres – il y faudrait une monographie – mais d'indiquer plutôt sa conception de l'Europe centrale.

- 25 En 1904, Eisenmann imaginait plusieurs scénarii pour l'Autriche-Hongrie :
- le rétablissement d'un absolutisme déclaré en Autriche,
 - la réconciliation nationale qui renforcerait la Cisleithanie et déboucherait sur l'épreuve de force avec la Transleithanie,
 - une solution alternative dans ce « pays des invraisemblances ». C'est-à-dire des autonomies nationales dans un cadre unitaire. Une telle formule sera défendue par la majorité des sociaux-démocrates de la Double Monarchie : démocratisation et autonomies locales allant de pair à leurs yeux.
- 26 Jusqu'en 1914, pour Eisenmann comme pour tant d'autres, les changements en Europe centrale passent par une réforme intérieure plus que par le bouleversement des souverainetés étatiques. L'historien Charles Seignobos n'écrit-il pas en 1913 dans *Les Annales des Nationalités* (n° 7-10), organe de l'Union des Nationalités fondée en 1903, que « déjà on peut prévoir la dernière étape ; le peuple tchèque, redevenu souverain dans ses affaires intérieures comme le peuple hongrois, reprendra la direction de sa vie nationale dans la fédération des États-Unis d'Autriche ? » La guerre va justifier un discours plus radical de destruction de l'Autriche-Hongrie qui s'appréciera sur la légitimation des nationalités. Ce discours s'enrichit dès lors d'une dimension extra-étatique. Le 1er avril 1916, Louis Eisenmann faisait à la Sorbonne une conférence intitulée « La souveraineté slave », dont le titre explicite implique une nouvelle vision de l'Europe : l'Europe occidentale, d'une part, l'Europe orientale de l'autre, dont les échanges vont se développer, « vont communier dans un idéal de paix, de liberté et d'humanité... Nous avons, nous autres Européens occidentaux, à apprendre des Slaves, et beaucoup... Les Slaves n'ont pas moins à apprendre de nous... Mais ces échanges comportent certains risques, et le plus grave, c'est celui de l'invasion soudaine d'idées étrangères, non assimilées, non transformées, non adaptées, dont le brusque afflux entraîne le danger de troubles sérieux et de réactions périlleuses... Un rôle spécial incomberait donc aux Tchèques et aux Yougoslaves, chez qui le sentiment de solidarité slave a eu son berceau et qui, ainsi « prédestinés », constitueraient un milieu de transition »²⁰.
- 27 La vision de l'Europe centrale qui s'élabore alors en France est indissociable des débats sur le bien-fondé du maintien de l'Autriche-Hongrie et des responsabilités de la guerre. Ici encore, nous ne pouvons restituer les enjeux et les arguments, beaucoup plus complexes et subtils qu'il n'y paraît au premier abord. Contraint de schématiser, nous dirions qu'au delà des irrédentismes naturels nés de nouveaux découpages européens, deux grandes tendances se dégagent au sein des instances de réflexion et de décision : pour les uns, l'atomisation politique et étatique de la zone centre européenne doit être compensée par le maintien d'une solidarité économique²¹. Pour les autres, qui reconstruisent l'Europe centrale sur des bases plus exclusives, les alliances militaires, le concept d'État vainqueur, la légitimation du sort des armes sont déterminants. Louis Eisenmann s'inscrit dans ce second courant, avec des nuances qui l'ont conduit à écrire en 1929 : « L'idée nationale ne se réclame plus d'une souveraineté sur laquelle elle serait intransigeante, mais elle en abdique une partie au profit de l'opinion universelle »²².
- 28 Les travaux du Comité national d'Études menés lors de la Première Guerre mondiale sont révélateurs dès 1916 des clivages qui naissent chez les spécialistes. Entre un Ernest Denis qui redéfinit une Europe centrale des États nationaux et le géographe Jean Brunhes ou l'historien Jacques Bainville, le débat tourne autour de la fédération. Le professeur Brunhes pose clairement le problème : « Je ne conçois pas que nous puissions parler de la libération des peuples de l'Autriche-Hongrie sans parler aussi d'un système politique ou

économique quelconque qui les lie dans une mesure à déterminer, les uns avec les autres, et aussi avec nous »²³. Bertrand Auerbach ne dira pas autre chose deux ans après, auditionné par la Commission des Affaires étrangères de la Chambre²⁴. Mais le courant des nationalismes est trop fort pour que des avis raisonnables aient quelque chance d'être entendus.

- 29 Louis Eisenmann a consacré à l'Europe centrale une série de cours et d'articles en 1930-31, qui nous permettent de suivre sa pensée. Pour lui, l'Europe centrale est géographiquement circonscrite à un isthme compris entre Brême-Amsterdam et Trieste-Gênes, d'un côté et Constantinople-Odessa, de l'autre. Avec deux ensembles différents : la grande plaine du Nord et une zone de relief capricieux et enchevêtré, qui constituent l'essentiel de l'Europe centrale. Autre caractéristique : « L'Europe centrale, qui est essentiellement l'Europe danubienne, a été une zone d'expression pour ce que nous avons à appeler *les ambitions impériales* ».
- 30 Sur le plan ethnographique, le trait dominant est la bigarrure ethnique, qui explique que cette zone soit celle des « petites nations », ou mieux celle des « nations moyennes ». Voilà qui explique « pourquoi on ne doit plus aujourd'hui compter l'Allemagne dans l'Europe centrale » qui est aux yeux d'Eisenmann « une sorte de conservatoire ou de musée des résidus d'invasions »²⁵. Quant à la justification du *statu quo*, Eisenmann déclare à propos des revendications hongroises : « J'ai beau être historien, je ne peux pas reconnaître à l'argument historique une valeur absolue. Si l'intérêt des peuples exige un ordre de choses différent, l'argument historique est sans force et sans autorité ». Pourtant, cette Europe nouvelle ne s'enracine-t-elle pas dans une histoire française, celle des droits de l'homme et du citoyen, qui légitime les changements intervenus ? »²⁶
- 31 Eisenmann a l'occasion de préciser sa vision au lendemain de la tentative d'Anschluss du 19 mars 1931²⁷ : la guerre a été un duel entre les tenants du Mittleeuropa (la moyenne Europe) allemand et du Zentraleuropa (Europe centrale). Il en est sorti un nouvel ordre européen dont l'axe Paris-Prague est fondamental et qu'il faut maintenir. Quant aux États centre-européens, « il leur incombe de ne plus trop se fier au temps qui passe, de plier les intérêts particuliers aux exigences de l'intérêt général, d'imposer silence à des égoïsmes qui mettent en péril les conditions mêmes de l'existence nationale ». La vision d'Eisenmann est donc, à rebours de la conception allemande, une vision essentiellement politique et idéologique. La nouvelle Europe centrale répond aux exigences du principe démocratique des minorités. Elle a une mission propre de liaison à travers un noyau dur – la petite Entente assise sur la Tchécoslovaquie – qui doit être encore élargi.
- 32 L'Europe d'Eisenmann, au risque de violenter les réalités, est démocratique : elle anticipe la notion de « pont » entre l'Est et l'Ouest, tout comme celle de bloc centre-européen qui pourrait représenter une force capable d'endiguer la revanche ou le péril soviétique. Elle est de plus symptomatique en ce qu'elle fait de l'État tchécoslovaque le cœur de la nouvelle Europe centrale. Tous les enjeux idéologiques qui portaient jusqu'en 1918 sur l'Autriche-Hongrie se retrouvent concentrés sur la Tchécoslovaquie. Prague a remplacé Vienne. Elle est un pôle attractif pour les uns, répulsif pour d'autres. Prague est porteuse et symbole des nouvelles valeurs de l'Europe centrale. Les relations étroites existant entre Edvard Benes et nombre de responsables politiques, universitaires ou médiatiques français, ne font que renforcer cette dimension, jusqu'en 1938²⁸.
- 33 Ce qui importe à un regard français c'est que l'Europe centrale ait été libérée de « l'oppression germanique »²⁹ et qu'elle puisse former un pont entre l'Occident et la Russie³⁰. Car si, sans Moscou, « l'Europe a été plus libre de constituer l'Europe centrale

dont elle avait besoin », entre 1918 et 1920, cette organisation doit être d'autant plus consolidée « qu'approche le jour où la Russie se trouvera de nouveau conduite à tourner ses regards de l'Asie vers l'Europe ». La Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie forment les quatre piliers de la région. « Défendre la ligne du Rhin », c'est établir solidement l'indépendance de ces pays. Chez J. Aulneau ou chez Jacques Ancel, le nouvel ordre européen, quelque'imparfait qu'il soit, est un progrès, car il s'inspire des idéaux de la Révolution française, transformés par le romantisme. Il en est de même chez Eisenmann ou encore chez Emmanuel de Martonne (1873-1955). Ce dernier a joué un rôle capital lors de la Conférence de la Paix puisqu'il fut la cheville ouvrière du groupe mis sur pied par André Tardieu pour fournir les éléments nécessaires à la délégation française. Dans le tome IV de la *Géographie universelle* de Vidal de la Blache, il caractérise ainsi la région : « L'Europe centrale n'est pas un mot. Nous y reconnaissons une partie de notre continent, moins massive que l'Europe de l'Est, moins divisée que l'Europe péninsulaire et périphérique ; moins précoce dans son développement que celle-ci, plus avancée incontestablement que celle-là ; pays d'instabilité politique prolongée, répondant à une instabilité technique, lieu de rencontres d'influences, qui se fondent plus harmonieusement dans l'Europe océanique, qui s'étalent plus largement dans l'Europe continentale de l'Est ; région de contrastes violents de relief et de climat, où les individualités locales, basées sur la race et le milieu, sont plus conscientes que dans l'Europe orientale, plus persistantes que dans l'Europe péninsulaire. Ses limites géographiques ne peuvent être tracées avec une précision absolue. On est convenu d'y comprendre les Etats qui y sont incontestablement centrés : l'Allemagne et la Pologne, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, en laissant de côté ceux dont la masse principale est en dehors, comme la Yougoslavie et l'Italie ». Il ne se démarque guère d'Himly sur le plan conceptuel. En revanche, il diffère d'Eisenmann en ce qu'il maintient l'Allemagne et la Suisse en Europe centrale, alors qu'il en exclut la Yougoslavie. Ce qui réunit historiens et géographes, c'est le sentiment commun de l'importance de la région, véritable séismographe européen, ce qui fait dire à Emmanuel de Martonne en 1931 : « On se demande si la paix du monde ne dépendra pas, pendant quelques décades, de ce qui se passera dans l'Europe centrale ».³¹

34 La vision française de l'Europe centrale a considérablement évolué en sept décennies. Cette Europe centrale s'est tout d'abord déplacée vers l'Est. Après 1918, elle comprend surtout les États successeurs et son image se brouille par rapport aux années 1870-1880. Il est révélateur que le *Larousse du XX^e siècle* (1930) ne fasse pas apparaître de subdivisions européennes : ni la géographie, ni la géologie, ni les climats, ni la flore ne permettent de dégager une entité centre-européenne. Le terme Europe centrale n'y figure que comme entrée de l'ouvrage d'Himly auquel nous nous sommes référés précédemment³².

35 Paradoxalement, les critères d'évaluation de l'Europe centrale au XIX^e siècle étaient plus dépourvus de présupposés et d'a priori qu'au XX^e siècle : le concept d'Europe centrale s'est dégagé dans les années 1860, en commençant à s'abstraire des seuls rapports dynastiques. L'histoire ne se résume plus aux luttes entre grandes familles régnantes. Les peuples et les nationalités apparaissent sur le devant de la scène. Pourtant jusqu'en 1914, la reconnaissance des réalités multinationales – qui débouche sur l'exigence d'une transformation fédérale de l'Empire habsbourgeois – est contrebalancée par d'autres réalités géopolitiques. Face à un danger prioritaire – qui est celui de l'Allemagne –, face à une Russie dont le mystère se dissipe, mais dont la menace reste présente, l'Europe centrale reste un élément clé de la sécurité française. Pour Leroy-Beaulieu, en cas

d'effacement de l'Autriche, « devant une Allemagne agrandie des provinces allemandes ou semi-allemandes de l'Autriche, la France tiendrait moins de place en Europe que n'en tient aujourd'hui l'Espagne, car, entre elle et l'Empire germanique, il n'y aurait pas les Pyrénées. L'Autriche est la clef de voûte de l'équilibre européen ».³³

- 36 Pratiquement personne ne conteste un tel point de vue avant la guerre. Seuls diffèrent les approches, le jugement sur les causes du mal et sur les remèdes : si le maintien de la double monarchie semble indispensable, les avis divergent sur les causes de ses dysfonctionnements et sur les moyens d'y mettre fin. Et là, le clivage passe entre les « politistes » – les « généralistes » – et les historiens formés par les écoles nationales d'Europe centrale. Chaque groupe a ses réseaux, ses relais dans la presse et le monde politique, que réunissent tout d'abord leur intérêt pour la région et que vont séparer leur attachement respectif à des notions globales d'équilibre ou à des peuples particuliers³⁴.
- 37 Est-ce un hasard si trois hommes aussi différents que Louis Léger, Ernest Denis et Louis Eisenmann vont soutenir assez rapidement qu'il faut détruire l'Autriche-Hongrie pour édifier un État tchécoslovaque ? Tous trois étaient de bons connaisseurs des affaires tchèques. L'itinéraire d'Ernest Denis, lui aussi universitaire spécialiste de l'Allemagne et des pays tchèques, peut également illustrer l'évolution de ces décennies. Il se rallie en 1915 à l'idée de la mise sur pied d'États nationaux en privilégiant un axe Prague-Belgrade³⁵.
- 38 L'autre clef pour comprendre la vision française de l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres réside là : elle passe par les sympathies nationales, où Prague joue un rôle central. Cette vision est aussi le fruit de traités qui ne sont pas une fin en soi. Eisenmann, tout comme Clémenceau, considère que la paix doit être une formation continue et qu'« il faudra au moins un demi-siècle pour que les traités passent dans le sang (...), fassent partie de la conscience européenne et montrent toute leur valeur »³⁶. Cette Europe entend « punir les coupables, abaisser de façon durable les adversaires, renforcer les amis (...) en donnant satisfaction à l'une des grandes forces motrices de l'Europe contemporaine, l'idée nationale »³⁷. L'image française de l'Europe centrale renseigne plus sur les impératifs stratégiques et sur la politique étrangère de Paris que sur la nature même de la région. Sa très grande mobilité est un enseignement qui rappelle qu'à l'époque contemporaine elle a été plus un objet qu'un sujet des relations internationales.
- 39 Un historien avait dit en 1917 que « la monarchie austro-hongroise, l'empire d'Allemagne et l'empire de Russie étaient comme une statue à trois pieds : qu'un pied tombe, la table toute entière bascule, et les deux autres partent en l'air »³⁸. L'histoire de l'Europe est depuis le milieu du xx^e siècle celle de la recherche de cet équilibre, de cette stabilité et c'est la raison pour laquelle la réflexion qui en est née en France – et qui se poursuit aujourd'hui après une éclipse – est un élément important pour l'avenir européen. Sans l'Europe centrale, la table ne tient pas debout. Toute la question, depuis 1848 au moins, est de savoir ce qu'elle doit être.
- 40 En effet, l'Europe centrale, difficilement conçue, n'est parfois même pas nommée, la vision de l'Europe oscillant entre un concept binaire (l'Europe occidentale et l'Europe orientale à laquelle on rattache alors l'Europe centrale) et un concept éclaté, purement étatique. Cette dérive sémantique est patente dans nombre de textes et n'est que le reflet d'une identité problématique et mouvante. La question sera provisoirement résolue en 1945 avec la métaphore géographique de l'Est et de l'Ouest qui, comme l'a noté Yves Lacoste, était un moyen d'éviter la référence à deux modes de production différents³⁹

plutôt que la qualification pertinente d'une réalité complexe. A contrario, l'actuelle inflation terminologique (Europe du Centre-Est – empruntée aux Anglo-saxons –, Europe danubienne, Europe médiane) nous ramène aux réflexions d'un Milan Kundera sur une Europe centrale des esprits située au-delà des frontières et des territoires et pôle révélateur de l'Europe toute entière. Emmanuel de Martonne concluait ainsi son *Europe centrale* en 1931 : « Si on a pu parler du déclin de l'Europe, on doit dire que l'Europe centrale en serait la première responsable ; et, si ce déclin peut être arrêté, une condition essentielle est certainement la réalisation, dans l'isthme entre mer du Nord et Méditerranée, d'un équilibre de forces comparable à celui qui a pu s'établir dans les vieux États de l'Europe occidentale ».⁴⁰

NOTES

1. Michel CADOT, *La Russie dans la vie intellectuelle française 1839-1856*, Fayard, Paris, 1967, 642 p.
2. Nous renvoyons à la bonne analyse faite par Bohumila FERENCUHOVA-KUSNIRIKOVA, « Revue-des-Deux-Mondes o Cechoh, Slovach a narodnostnom probléme v habsburkej monarchii pred rokom 1871 », dans *Slovenské studie* XVII, Bratislava, 1976, pp. 269-296.
3. Il ne s'agit pas ici d'étudier les réactions au compromis austro-hongrois de 1867. André LORANT en a donné une très exacte image dans *Le Compromis austro-hongrois et l'opinion publique française en 1867*, Librairie Droz, Genève, 1971, 240 p.
4. SAINT-RENE-TAILLANDIER, « L'Autriche sera une fédération ou elle ne sera pas », dans la *Revue-des-Deux-Mondes* du 1er Août 1869, p. 539.
5. « Les populations de l'Europe orientale vues par un Français ». Tiré à part de la *Revue du Monde catholique*, 1869, 90 p.
6. *L'Autriche-Hongrie, ses institutions et ses nationalités*, Librairie académique Didier et Cie, Paris, 1871, 293 p.
7. Claude DIGEON, *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, PUF, 1959.
8. Auguste HIMLY, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, Paris, Hachette, 1876, 2 tomes.
9. Élisée RECLUS, *Nouvelle géographie universelle*, Paris, Hachette, 1878, tome III, 982 p.
10. Cf. Article de L. HAHN, p. 793 et sq., puis d'E. LEVASSEUR, p. 828 et sq.
11. A. LEROY-BEAULIEU, *La France, la Russie et l'Europe*, Paris, Calmann-Lévy, 1888, pp. 80-81.
12. René HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient*, Paris, Plon, 1903, pp. I-XXI.
13. Georges WEIL, *Le Pangermanisme en Autriche*, Paris, Albert Fontenoring ed., 1904, p. XII.
14. Louis LEGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie depuis les origines*, Paris, Hachette, 1879. En 1895, paraît la quatrième édition revue et complétée. En 1920, l'ouvrage compte 672 pages.
15. Louis LEGER, *Souvenirs d'un slavophile 1863-1897*, Paris, Hachette, 1905, 316 p.
16. Librairie militaire de L. BAUDOUIN et Cie, Paris, 1887, pp. V-VI, 1 et 11. Cette même année paraît un ouvrage qui déterminera la vocation de Louis Eisenmann : Jules PREUX, *La question des langues et des conflits de nationalités en Autriche sous le ministère du comte Taaffe (1879-1888)*, Paris, Pichon, 1888.
17. Albert SOREL, *La Question d'Orient au XVIII^e siècle*, Paris, Plon, 1889, p. 280. La polémique a pour vecteur la *Revue historique* de Gabriel Monod (mai-juin 1902, pp. 96-103 et novembre-

décembre 1902, pp. 318-337). Elle n'empêchera pas l'ouvrage de Chéradame de connaître quatre rééditions entre 1902 et 1906.

18. Louis EISENMANN, *Le Compromis austro-hongrois de 1867*, Paris, 1968, Editions Cujas, 684 p. ; *La Tchécoslovaquie*, Paris, F. Rieder et Cie, 1921 ; *La Hongrie contemporaine (1867-1918)*, Paris, Delagrave, 1921 (thèse pour le doctorat de l'Université de Paris). Ce dernier ouvrage témoigne d'une vision de la Hongrie en France dont il serait utile d'étudier plus avant les développements. D'après Eisenmann, on est passé d'un jugement romantique du soulèvement hongrois de 1848 à un regard sociologique, et d'une analyse positive à la condamnation d'une « société féodale ». L'opposition Budapest-Prague est alors patente.

19. Cf. L'ouvrage polémique, donc contestable, mais riche en jugements de Hubert BOURGIN, *De Jaurès à Blum, L'École Normale et la politique*, Paris, Fayard, 1938, pp. 140-155.

20. Tiré à part de *La Nation tchèque* (novembre-décembre 1916), 29 p.

21. Les comités d'études créés pendant la guerre sont les organismes où ces débats eurent lieu avec le plus de pertinence. La presse n'en donnait – en raison de la censure – qu'un reflet déformé. Les travaux des comités d'études ne furent malheureusement pas utilisés pleinement (*Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, t. II, 1870-1980, CNRS, Paris, 1983, pp. 355 sq). Il faut souligner ici que les lignes de clivage sur la question austro-hongroise – maintien ou non de l'Empire bicéphale – ne recouvrent pas les divisions partisans : appartenance sociale, sensibilité religieuse, liens familiaux jouent également un rôle important. La question prit après 1919 un tour rétrospectif, avec un double volet : économique – le sort de l'Autriche et de la Hongrie dans ce contexte éclaté – et politico-dynamique – l'Anschluss (Henri LICHTENBERGER, *Le Problème autrichien*, Comité national d'Études sociales et politiques de 28 février 1921).

22. « Aspects nouveaux de l'idée de nationalité », 1929, tiré à part.

23. Séances du Comité national d'Études des 9 et 16 octobre 1916.

24. Archives Nationales, C 7491. Audition du 16 novembre 1918.

25. L. EISENMANN, « L'Europe centrale d'aujourd'hui », dans *Comité national d'Études*, n° 422b, exposé du 2 mai 1930, 18 p., et 422c, exposé du 27 février 1931, Centre de Documentation de l'École militaire de Saint-Cyr.

26. *Op. cit.*, Exposé du 2 mai 1930, p. 16.

27. « Mitteleuropa ou Europe centrale ? » dans *Le Monde Slave* d'avril 1931, t. II, sous la signature A.Z., tiré à part de 23 p.

28. Cf. la biographie consacrée par Eisenmann à Benes, Paris, Paul Hartmann éd., 1934.

29. J. AULNEAU, *Histoire de l'Europe centrale*, Paris, Payot, 1926, pp. 619 sq.

30. « L'Europe centrale dans l'Europe nouvelle », dans *Revue de l'Université de Bruxelles*, n° 3-4, février-juillet 1931, pp. 367-386. Cette idée est exprimée par Louis Eisenmann dès 1924 (*L'Europe nouvelle*, 15 novembre 1924, p. 1525) dans « Un pays de liaison entre l'Orient et l'Occident européens : la Russie subcarpathique », qu'il qualifie de « poste avancé des idées occidentales dans l'Est ».

31. J. ANCEL, *Manuel géographique de politique européenne*, t. I, *Europe centrale*, Paris, Delagrave, 1936 ; E. de MARTONNE, « Europe centrale – Généralités – Allemagne », *Géographie Universelle*, tome IV, 1ère partie, Paris, 1931, pp. 1-3.

32. A. HIMLY, *op. cit.*, volume 2, pp. 342-343.

33. A. LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*

34. Pour suivre l'itinéraire d'Ernest Denis, cf. Jindrich VANCURA, *Arnost Denis*, Prague, S.V.U Manes, 1923, 296 p.

35. Cf. Le premier numéro de *La Nation tchèque et le manifeste de novembre 1915*, rédigé en collaboration avec Ernest Denis.

36. C'était également le temps que fixait Thomas Garigur Masaryk pour la consolidation de l'État tchécoslovaque.

37. L. EISENMANN, « Les traités de Neuilly, de Saint-Germain et du Trianon », dans *Comité national d'Études*, fasc. n° 442a, Conférence du 23 février 1931 au Centre de Documentation de l'École militaire de Saint-Cyr, 20 p.
38. L. EISENMANN, Exposé du 27 février 1931, *op. cit.*, p. 16.
39. Y. LACOSTE, « Europe médiane ? », *Hérodote*, 1er trimestre 1988, n° 48, p. 3.
40. E. de MARTONNE, *op. cit.*, tome IV, 2eme partie, p. 825.
-

AUTEUR

ANTOINE MARES

Antoine MARES est maître de conférences à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).